Lundi 8 novembre, le jour même de l'ouverture du 5e round de négociations à Washington entre le Front Polisario et le Maroc sous l'égide des Nations unies, les autorités marocaines ont lancé leurs policiers, leurs militaires et leurs colons armés contre la population sahraouie. Le « campement de l'indépendance » de Gdeim Izik, installé dans le désert près d'El Ayoun par plus de 20.000 Sahraouis protestant contre la répression et la dégradation de leurs conditions de vie et de travail, a été encerclé puis incendié et détruit, les Sahraouis tabassés et pourchassés. Dans le même temps, les manifestations pacifiques de solidarité dans les villes sahraouies ont été réprimées avec une extrême violence : matraquages et tirs à balles réelles ont fait des dizaines de victimes et des centaines de blessés et disparus.

Ancienne colonie espagnole, depuis 1975 le Sahara Occidental est occupé par la force par le Maroc qui en pille les ressources naturelles et refuse d'appliquer le droit international des peuples colonisés à leur autodétermination. Depuis cette date, les Sahraouis vivent réfugiés en exil dans des campements ou sous la discrimination ou les violences de l'occupation.

Deux jours plus tard, le mercredi 10 novembre à Bruxelles, des individus ont, de manière fort « professionnelle », agressé et intimidé pour le faire taire Ahmed Marzouki, défenseur des droits humains au Maroc et ancien prisonnier politique qui a passé 18 ans au bagne de Tazmamart.

Cette agression et cette répression sanglante contre le peuple sahraoui ne sont pas des actes isolés. Ils illustrent le fait que, en dépit des apparences « démocratiques », le régime monarchique de Mohammed VI et ses sbires continuent à appliquer les mêmes pratiques dictatoriales.

La LCR dénonce énergiquement:

-

l'agression dont à été victime Ahmed Marzouki à Bruxelles

-

l'action répressive sanglante menée par les forces marocaines à Gdeim Izik et El Ayoun

-

la complicité de l'Union européenne et de ses gouvernements, qui entretiennent des relations privilégiées avec le régime de Mohammed VI

-

la passivité des Nations Unies, dont la MINURSO (Mission de l'ONU au Sahara Occidental), loin d'intervenir pour défendre les droits du peuple sahraoui, maintient au contraire un silence complice

La LCR tient à exprimer toute sa solidarité avec Ahmed Marzouki et avec le peuple sahraoui, et exige:

-

que toute la lumière soit faite sur l'agression qui a eu lieu à Bruxelles

-

l'arrêt de la répression de la population sahraouie des territoires occupés

-

la libération des prisonniers sahraouis et de tous les prisonniers politiques au Maroc

-

la reconnaissance du droit à l'autodétermination pour le peuple sahraoui et la tenue d'un référendum au Sahara Occidental afin qu'il puisse exprimer ce droit

Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), 13 novembre 2010

Communiqué sur l'agression d'Ahmed Marzouki

C'est avec consternation que nous avons assisté ce mercredi 10 novembre à Bruxelles à une agression sauvage contre le militant marocain Ahmed Marzouki, le jour même où il avait été accueilli au Sénat de Belgique.

L'agression s'est produite en début de soirée vers 18h55, perpétrée par deux inconnus, à quelques mètres du Centre international, en plein centre de Bruxelles (Boulevard Lemonnier), où l'auteur du livre "Tazmamart, cellule 10", qui a passé 18 années enfermé dans le sinistre bagne de Tazmamart pendant les "années de plombs" au Maroc, devait donner une conférence, la première parmi une série de quatre conférences sur les droits de l'homme au Maroc, organisées par le Comité de soutien à l'AMDH en Belgique, le LIBREX de l'ULB, le Festival du cinéma méditerranéen, l'association HIWAR et le Centre international.

Deux individus ont brusquement intercepté Monsieur Marzouki, l'ont roué de coups, l'ont injurié en dialecte marocain avec beaucoup de haine et de violence avant de le menacer avec une arme blanche (couteau), puis ils ont pris la fuite avant que quiconque ne puisse intervenir.

Il s'agit d'après plusieurs témoins de deux hommes - auteurs de l'agression - et de trois autres inconnus qui n'étaient pas loin de la scène en stand-by. La méthode professionnelle utilisée lors de cette agression est digne d'une opération commando. C'était un travail de professionnels.

Monsieur Marzouki, qui ne souffre heureusement que de quelques contusions, a tenu à maintenir sa conférence, après avoir déposé plainte devant la police de Bruxelles contre ses agresseurs.

Cet acte de barbarie avait été précédé quelques jours auparavant de menaces téléphoniques adressées aux organisateurs pour les prévenir que la tenue de cette série de conférences sur les droits humains au Maroc ferait l'objet d'actes de sabotage en vue de les empêcher de "ternir l'image du Maroc". Il y a tout lieu de croire que cette agression avait était préméditée. La tentative d'intimidation du militant Marzouki dans le but de le pousser à renoncer à sa participation à ce cycle de conférences a donc échoué.

Si aujourd'hui nous ne pouvons être certains de l'identité des auteurs et du commanditaire de cette agression, on peut croire que la main du système makhzenien (1) n'est pas étrangère à cette affaire vu l'accumulation d'une série de circonstances et d'indicateurs qui convergent vers cette hypothèse.

Qui a intérêt à museler la voix des militants des droits humains si ce n'est les ennemis des libertés publiques? Qui se sent visé par le témoignage d'Ahmed Marzouki sur le bagne de Tazmamart, l'impunité et l'exigence de la vérité si ce n'est les responsables de ces crimes, les adeptes du tout répressif?

L'impact que le livre de Monsieur Marzouki a eu lors de sa parution en 2000, le passage de celui-ci à l'émission « Chahid Ala Alasr - témoin de son époque » de grande audience sur la chaîne El Jazira, les menaces auxquelles celui-ci avait fait l'objet au Maroc et enfin le choix de l'endroit et de l'heure de l'agression (à quelques mètres de la salle où la conférence devait avoir lieu à 18h55) alors que d'après les témoignages, celui-ci à été suivi depuis 17h dans d'autres endroits, l'objectif semble avoir été d'empêcher la tenue de la conférence. On craint par conséquent un retour à des pratiques que l'on pensait révolues.

Cette agression a provoqué en quelques heures un grand émoi dans la communauté d'origine marocaine de Belgique.

Tout en dénonçant haut et fort cet acte de lâcheté qui nous rappelle de mauvais souvenirs nous exigeons toute la vérité sur cette agression commanditée contre la personne d'Ahmed Marzouki, et au delà ce sont toutes les personnes éprises de justice et de liberté qui se sentent agressées.

Nous tenons également à affirmer notre entière solidarité et notre soutien indéfectible au militant Ahmed Marzouki et à tous les défenseurs des droits humains.

Signataires:

Comité de soutien à l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Association Na'oura a.s.b.l, Regroupement démocratique du Rif Belgique (AGRAW N'ARIF), Union socialiste des forces populaires (USFP Belgique), Voie démocratique, section de Belgique, Association des Marocains de Belgique pour la défense des droits de l'Homme (AMBDH), SOS Migrants a.s.b.l., Parti du Travail de Belgique (PTB), Centre de solidarité belgo-marocain, Centre International, Euro-Amazigh, Afrique Bruxelles pour la bonne gouvernance a.s.b.l.

(1) Système féodal marocain

Communiqué d'Egalité

Ce mercredi 10 novembre 2010, Monsieur Ahmed Marzouki, défenseur marocain des droits de l'homme, survivant du bagne de Tazmamart, a été agressé en début de soirée dans les rues de Bruxelles par deux inconnus qui l'ont roué de coups et insulté en arabe.

"Alors que nous marchions dans la rue avec un petit groupe pour nous rendre à la conférence, un homme m'a intercepté par l'arrière, m'a placé un genou dans le dos et m'a fait tomber. Ensuite, les coups ont commencé à pleuvoir de tous côtés et j'ai aperçu une arme blanche"

Monsieur Ahmed Marzouki est invité en Belgique pour la présentation du film « TAZMAMART rencontre d'un ancien détenu » et d'une série de conférence sur l'évolution des droits humains au Maroc. Il est l'auteur du livre "Tazmamart, cellule 10", et il a passé 18 années de sa vie enfermé dans le sinistre bagne de Tazmamart pendant les "années de plombs" au Maroc (1960-1999). L'objectif était clairement de porter atteinte à Monsieur Ahmed MARZOUKI et ainsi ne pas lui permettre de s'exprimer.

Cet incident nous renvoie vers les années de plomb où les menaces et intimidations étaient proférées contre les militants des droits humains.

Alors que nous pensions que ce procédé faisait partie du passé, nous constatons qu'aujourd'hui encore et hors de ses frontières, le Maroc menace, intimide, agresse. Nous exigeons des autorités belges une enquête immédiate et approfondie. Nous exigeons toute la vérité et souhaitons savoir si les autorités marocaines sont impliquées dans cet acte odieux et lâche.

Nous exigeons une condamnation ferme du monde politique et des autorités marocaines à Bruxelles.

Nordine Saïdi, Porte Parole d'ÉGALITÉ

Entretien avec Ahmed Boukhari (Front Polisario), représentant sahraoui aux Nations Unies

Le 8 novembre dernier, les troupes marocaines ont réduites en cendres le campement sahraoui de Gdeim Izik, qui depuis un mois abritait plus de 20.000 personnes réunies afin de protester contre les conditions de vie imposées par les autorités d'occupation aux habitants de la République Arabe Sahraouie, un territoire de 266.000 km2 et de 280.000 habitants situé sur la côte occidentale de l'Afrique, entre le Maroc et la Mauritanie.

Il s'agit d'un nouveau chapitre de la lutte pour l'indépendance depuis qu'en 1975, l'Espagne, alors puissance coloniale, s'est retirée de ce territoire, immédiatement remplacée par des

troupes marocaines et annexé au Maroc contre l'avis de la population. L'attaque contre le campement a déclenché une vague de protestation massive dans la capitale sahraoui, El Aaiun, virtuellement soumise à un état de siège par les autorités marocaines. Cette attaque survenait au moment exact où devait se tenir à New-York une reprise des négociations entre le Front Polisario et le Maroc sous l'égide des Nations Unies. Malgré tout, le Polisario a décidé de maintenir la rencontre pour ne pas tomber dans le piège de la provocation orchestrée par le gouvernement marocain.

L'objectif de cette nouvelle réunion était d'avancer dans la préparation d'un cinquième round de négociations depuis celui initié en 2007 sous la supervision du Conseil de sécurité de l'ONU et depuis lors bloqué à cause du refus du gouvernement de Rabat de réaliser un référendum sur l'avenir du Sahara Occidental, se limitant à offrir une vague « autonomie ». Les Sahraouis, qui aspirent au contraire à l'indépendance de leur république, exigent la réalisation d'une consultation populaire, mais leur position n'a pas le soutien des principales puissances occidentales impliquées dans le conflit, à savoir les Etats-Unis, la France et l'Espagne.

Quelle est la situation actuelle au Sahara Occidental et dans sa capitale, El Aaiun? On parle de terreur, d'une répression intensive et d'un nombre indéterminé de morts, de blessés, de disparus et de prisonniers...

Ahmed Boukhari: L'assaut des troupes marocaines a été brutal et il a été mené après que les autorités marocaines se soient assurées qu'aucun media international ne soit présent et de la rupture des communications téléphoniques. Mais les nouvelles qui nous arrivent sur l'ampleur de la tragédie permettent d'affirmer qu'il s'agit d'un véritable massacre. Plus de 4.000 blessés, 2.000 prisonniers et on évoque des dizaines de morts. Les gens blessés ne vont pas dans les hôpitaux car ils savent que la police marocaine les y attends.

Il est probable qu'une partie des disparus et des morts sont en fait dans les prisons marocaines, parce que les autorités ne veulent pas informer les familles. Elles déclarent officiellement qu'il y a 165 détenus sahraouis, mais ne parle pas de blessés ni de mort. Par contre, elles affirment qu'il y a 11 tués et 65 blessés parmi les soldarts marocains. Si ces chiffres sont exacts, cela veut dire que les forces marocaines, armées et nombreuses, ont provoqué un massacre puisque les victimes sahraouis sont des civils désarmés.

Le représentant du Front Polisario en Espagne, Bucharaya Beyún, a déclaré que «□ nous n'avons jamais été aussi près d'une guerre, à moins qu'il y ait une intervention

internationale afin de mettre fin au massacre perpétré par le Maroc ». Vous partagez cette appréciation?

AB: Cette appréciation est correcte. Si l'ONU ne fait rien pour arrêter les choses, cela signifie que le Maroc jouit d'une sorte de droit à l'impunité. Cela impliquerait la fin de la voie diplomatique dans laquelle nous avons cru jusqu'à présent afin de résoudre le conflit.

Comment évaluez vous les résultats de la réunion d'hier à New-York et les perspectives pour les négociations, qui se poursuivent en décembre?

AB: Nous sommes venus à ce nouveau round de négociations afin de répondre positivement aux efforts menés par l'ONU afin que le processus de paix puisse continuer de manière correcte. Mais la décision marocaine de mener l'assaut contre la population civile sahraoui, le jour même où devaient commencer les discussions, nous a amené à envisager sérieusement notre refus de participer. Malgré tout, nous avons décidé de participer aux discussions, parce que nous sommes des gens civilisés qui veulent la paix, nous rejetons la violence, la guerre. Le round de discussion n'a apporté aucune avancée substentielle parce que le Maroc ne veut pas aller dans la bonne direction. Le terrible spectre de l'intervention brutale des forces marocaines contre notre peuple a plané sur la rencontre.

Quelles sont les propositions qui sont sur la table? Quelle est la position actuelle du Front Polisario dans cette étape des négociations? Vous continuez à défendre l'option d'un référendum?

AB: Le référendum est la seule voie possible, praticable et reconnue par l'ONU afin de demander à un peuple en processus de décolonisation ce qu'il souhaite pour son futur. Tel est le sens de l'autodétermination dans une question de décolonisation. Les options sont et resteront toujours entre choisir l'indépendance ou l'intégration à une puissance occupante. Il n'y a pas d'autre issue, pacifique du moins. Le Maroc s'oppose aujourd'hui à cette voie après l'avoir pourtant accepté pendant des années dans le passé et il s'oppose à elle parce qu'il craint les résultats d'un possible référendum, comme l'avait reconnu le Secrétaire d'Etat étatsunien de l'époque James Baker, médiateur entre 1997 et 2004 dans le conflit.

On connaît le rôle joué par les Etats-Unis, la France et l'Espagne dans le conflit.

L'attitude des Etats-Unis a-t-elle changé avec le gouvernement d'Obama?

AB: Il y a un certain changement par rapport à l'attitude de l'administration antérieure, mais il ne constitue pas un changement suffisant capable de modifier la position intransigeante du Maroc. Nous avons des contacts réguliers avec le Département d'Etat qui nous permet de continuer à les informer des évolutions dans ce conflit.

La France continue à soutenir la position marocaine?

AB: Oui, de manière aveugle. Elle a une attitude de soutien à une cause coloniale injuste au point de constituer, au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, un obstacle fondamental pour que puisse s'établir un mécanisme de protection pour les droits humains au Sahara Occidental.

Que peut-on attendre de l'Espagne?

AB: L'opinon publique espagnole, tout comme les medias et des partis politiques sont solidaires avec la cause sahraouie. Mais le gouvernement a une attitude assez timorée du fait des pressions exercées par le Maroc.

Comment voyez-vous l'avenir et la fin de ce conflit?

AB: La lutte continue. Nous gagnerons notre objectif national de paix et de liberté, tôt ou tard.

Entretien réalisé par Gilberto Lopes (Rebelión.org), traduction française pour le site ww w.lcr-lagauche.be